

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2023/02360 du 30 Juin 2023**  
relatif à l'exploitation de l'installation pilote de traitement par co-méthanisation de boues  
d'épuration, de fumier équin, de graisses et de la fraction organique résiduelle d'ordures  
ménagères, de la station d'épuration située à Valenton et exploitée par le Syndicat  
Interdépartemental de d'Assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP)

**La Préfète du Val-de-Marne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, transposant la directive européenne SEVESO, et relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°AP2008-4518 bis du 5 novembre 2008 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'Environnement de la station d'épuration Seine-amont sise à Valenton ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2010/7139 du 20 octobre 2010 portant autorisation d'exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de Seine-Normandie approuvé par arrêté préfectoral du 23 mars 2022 ;
- Vu** l'arrêté interpréfectoral n°2018/DRIEE/SPE/002 encadrant l'exploitation des réseaux de collecte du syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne au sein du système de collecte « PARIS – ZONE CENTRALE » ;
- Vu** Les arrêtés préfectoraux n°2020/3635 du 30 novembre 2020 et n°2021/03894 du 26 octobre 2021, portant imposition de prescriptions complémentaires au Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne Seine amont (SIAAP Seine amont) pour l'exploitation de son unité de traitement des eaux usées située 1, avenue Julien Duranton à Valenton ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021/0659 du 1<sup>er</sup> mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Bachir BAKHTI, Sous-préfet de Nogent-sur-Marne ;
- Vu** le porter à connaissance et la demande d'examen au cas par cas, déposés par le Syndicat Interdépartemental de l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) et relative à la réalisation d'une installation pilote de traitement par co-méthanisation de boues de

station d'épuration, de fumier équin, de graisses et de la Fraction organique résiduelle d'ordures ménagères provenant d'un tri mécano-biologique, sur un terrain dont la surface est de 560 m<sup>2</sup> au sein de l'usine de traitement des eaux exploitée par le SIAAP, sur le territoire de la commune de VALENTON, reçus complets le 29 octobre 2020 ;

**Vu** le complément d'information au porter à connaissance du 10 mars 2021, indiquant la liste des modifications survenues sur le site depuis 2010 ;

**Vu** les rapports et les propositions de l'inspection des installations classées du 14 décembre 2020 et du 15 février 2023 ;

**Vu** les observations de l'exploitant du 24 avril 2023 ;

**Considérant** que l'installation sur laquelle s'implante ce projet pilote de co-méthanisation, dit projet COMETHA, est déjà une installation classée pour la protection de l'environnement relevant de l'autorisation ;

**Considérant** que la demande porte sur un projet pilote pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature du présent arrêté ;

**Considérant** que le projet est localisé au sein d'un site qui utilise déjà le procédé de méthanisation pour traiter les boues de station d'épuration ;

**Considérant** que les volumes traités sont très faibles en raison du caractère expérimental du projet ;

**Considérant** que le projet est compatible avec l'urbanisme existant et qu'il ne se situe pas dans le périmètre d'une zone naturelle sensible ;

**Considérant** que l'unité pilote est prévue dans un bâtiment fermé d'une hauteur de 10 mètres environ et de surface environ 560 m<sup>2</sup>, ne représente que 0,08 % de la superficie actuellement autorisée ;

**Considérant** que les rejets aqueux et les rejets atmosphériques sont bien inférieurs à l'ensemble des rejets du site du SIAAP de Valenton ;

**Considérant** que l'augmentation de la consommation en eau du projet est négligeable par rapport à la consommation globale du site ;

**Considérant** que le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou la santé ;

**Considérant** que l'administration n'a pas été saisie au titre d'une procédure réglementaire sur d'autres projets susceptibles de créer des incidences cumulées avec le projet porté par le SIAAP Seine amont ;

**Considérant** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des compléments d'informations à son projet initial concernant un résumé de l'ensemble des modifications apportées au site depuis la dernière enquête publique et des précisions sur les procédés dans des compléments transmis le 10 mars 2021 ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet et bénéficiaire**

Le Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), ci-après désigné « l'exploitant », dont le siège social est situé au 2 rue Jules César, 75012 Paris, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à Valenton, au 1 avenue Julien Duranton (coordonnées Lambert 93 X=659407 et Y=6851761), l'installation détaillée dans l'article 2 pour une durée de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté afin de réaliser des essais de traitement des déchets par méthanisation.

## Article 2 : Nature des nouvelles installations

I. L'installation exploitée relève des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	Unité de pyrolyse	0,17 t/jour ouvré (< 50 t/an)
2781	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production  2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux b) la quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	Pilote de traitement par co-méthanisation de boues d'épuration, de fumier équin, de graisses et de la fraction organique résiduelle d'ordures ménagères	Co-méthanisation bi-étagée 370 kg/j
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant :	Mélange et broyage des intrants, procédé de détente-flash et séchage des digestats	5,5 t/j

II. Le tableau de l'article 14 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2020 susvisé est complété par l'ajout d'une ligne concernant la rubrique N°2781 :

Rubrique	Libellé	Installation	Volume	Régime(*)
2781	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production  2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux b) la quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	Pilote de traitement par co-méthanisation de boues d'épuration, de fumier équin, de graisses et de la fraction organique résiduelle d'ordures ménagères (dit COMETHA)	Co-méthanisation bi-étagée 370 kg/j	E

(\*) A (Autorisation), DC (Déclaration Contrôlée) E (Enregistrement)



III. Le tableau de l'article 14 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2020 susvisé est modifié en remplaçant les lignes des rubriques N°2771 et N° 2791, par les lignes ci-dessous, incluant les quantités correspondant à l'installation COMETHA, sans modification du seuil de classement du site :

Rubrique	Libellé	Installation	Volume	Régime(*)
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910. Installation de traitement thermique de déchets non dangereux (Autorisation - 2km)	1 incinérateur à lit fluidisé de boues déshydratées avec ou sans fines de séchage des boues, avec récupération thermique et traitement des fumées de type humide (pyrofluid)	5,2 t/h de matière brute capacité annuelle 12 000 tMS/an	A
		1 incinérateur à lit fluidisé de boues déshydratées et fines de séchage des boues, avec récupération thermique et traitement des fumées de type sec (Thermylis)	7,85 t/h de matière brute capacité annuelle 21 450 tMS/an	
		1 pyrolyseur de boues séchées et/ou déshydratées avec une valorisation énergétique et un traitement des fumées de type sec	3,63 t/h de matière brute capacité annuelle 22 900 tMS/an	
		3 sècheurs thermiques fonctionnant au gaz naturel ou biogaz d'une puissance unitaire 7 MW	21 MW	
		Unité de pyrolyse de COMETHA	0,17 t/jour ouvré (< 50 t/an)	
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Traitement biologique des condensats d'évaporation de boues d'épuration de l'usine de séchage Limay	12 000 m³/an	A
		Traitement biologique des matières de vidange et produits de curage	5 000 t/an	
		2 déliçérateurs des boues avant déshydratation	2 x 4 = 8 kW	
		3 broyeurs de granulés séchés (2 moteurs chacun de 11 + 15 kW)	3 x 26 78 kW	
		2 broyeurs dilacérateurs de déchets au poste SESAME	45 kW	
		Mélange et broyage des intrants, procédé de détente-flash et séchage des digestats (COMETHA)	5,5 t/j	

(\*) A (Autorisation), DC (Déclaration Contrôlée) E (Enregistrement)

IV. L'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2781, est applicable à l'installation pilote de co-méthanisation.

V. Pour chaque rubrique et produit spécifique à cette unité pilote, le détail des quantités et leur emplacement sur le site sont mis à jour par l'exploitant une fois par an et sont tenus à la disposition de l'inspection.

### **Article 3 : Implantation et description**

L'installation est implantée sur une surface de 560 m<sup>2</sup>. Les différents équipements, installations de co-méthanisation, unité de désodorisation et torchère, sont implantés conformément aux dispositions prévues dans le dossier de porter à connaissance et de demande d'examen au cas par cas daté du 29 octobre 2020, dossiers complétés par la liste des modifications ayant fait l'objet d'un porter à connaissance sur le site du SIAAP Valenton depuis 2010, transmise en date du 10 mars 2021

### **Article 4 : Conformité aux dossiers de porter à connaissance**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté de prescriptions complémentaires, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs, du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **Article 5 : Conception de l'unité de pilote de co-méthanisation**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- assurer la gestion des effluents et des déchets ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages.

Les installations sont conçues afin de permettre un niveau de traitement thermique aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et l'utilisation de techniques de valorisation et de traitement des effluents et des déchets produits, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence, et en tenant compte des caractéristiques particulières de l'environnement d'implantation. L'élimination des résidus, aussi minimes et peu nocifs que possibles, dont la production ne peut être évitée ou réduite ou qui ne peuvent être recyclés, est effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à garantir en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

### **Article 6 : Torchère**

L'unité pilote de co-méthanisation est associée à une torchère dédiée, qui respectera l'ensemble des prescriptions du chapitre 8.7 de l'annexe de prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010.

Les instruments et organes de sectionnement automatiques de la torchère sont conformes aux dispositions de l'arrêté suscit.

La torchère de l'unité pilote de co-méthanisation est équipée :

- d'un dispositif d'auto-allumage dont l'alimentation électrique est secourue ;
- d'un dispositif de contrôle de flamme ;
- d'un dispositif de mesure de la température de combustion ;
- d'un dispositif d'arrête-flamme en pied de torchère.

La détection de l'absence de la flamme coupe automatiquement l'alimentation de la torchère en biogaz. L'allumage de la torchère est reporté au poste de surveillance de la station pilote COMETHA et au poste de commandement de la cellule de crise.

L'exploitant fiabilise le démarrage de la torchère et définit des seuils de démarrage/arrêt de la torchère, le débit de biogaz brûlé en fonction du biogaz produit par le pilote.

#### **Article 7 : Conditions d'exploitation et d'admission des déchets et gestion des sous-produits (digestats) de l'unité pilote de co-méthanisation**

L'unité pilote de co-méthanisation est une unité de co-traitement des déchets suivants :

- graisses et boues du SIAAP stockées en cuves double peau en polyéthylène à haute densité (stockage d'un volume équivalent de 2m<sup>3</sup> pour les graisses, et 15 m<sup>3</sup> pour les boues) ;
- intrants solides, composés de la Fraction Organique Résiduelle (FOR) issue du tri mécano-biologique (TMB) situé en France (dont la provenance sera communiquée à l'inspection des installations classées avant l'acceptation de ces intrants sur le site), ainsi que de fumier équin issu de Maisons-Laffitte (78).

L'ensemble de ces éléments sont mélangés dans une cuve de 8 m<sup>3</sup>, en amont de l'unité de digestion bi-étagée pour la co-méthanisation, avec une eau brute approvisionnée depuis la station d'épuration.

Les sous-produits de la co-méthanisation sont :

- le biogaz produit, qui est envoyé dans un gazomètre de 50 m<sup>3</sup> puis vers une torchère pour élimination du gaz en excès ;
- la fraction de digestat non remise en circulation, est déshydratée grâce à une unité de séchage et un système de condensation des vapeurs, puis envoyé dans un silo de stockage de 25 m<sup>3</sup> ;
- les nutriments issus de la phase liquide des digestats (notamment l'azote).

La totalité des émissions gazeuses issues des équipements est envoyée vers l'unité de désodorisation associée à l'installation.

#### **Article 8 : Prévention des risques**

L'unité pilote de co-méthanisation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que possible les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones d'entreposage des déchets ;
- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens à utiliser en cas d'incendie ;
- les procédures d'arrêt d'urgence.

En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents. Toutes les dispositions doivent être prises pour une intervention rapide des secours et la possibilité d'accéder aux zones d'entreposage des déchets.

L'unité doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés.

Les besoins en eau d'extinction incendie sont déterminés selon l'instruction technique D9 « Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie ». Le volume d'eau d'extinction à confiner est évalué sur la base du document technique D9A en vigueur.

#### **Article 9 : Contrôle et surveillance des émissions sonores et olfactives**

Les émissions atmosphériques sont limitées à trois points de rejets. Les mesures prévues pour limiter l'impact des émissions atmosphériques sont :

- une unité de traitement par charbon actif de l'air vicié qui permet de capter les polluants émis par les différentes installations du pilote ;
- l'élimination du méthane produit par une torchère (absence de rejet CH<sub>4</sub> dans l'atmosphère) ;
- l'absence de stockage de matières à l'air libre ;
- l'équipement du four de systèmes de captage des poussières et composés organiques volatils (filtre à manche).

L'exploitant réalise, dans un délai maximal de six mois après la mise en service de l'installation, une campagne de mesures olfactives, autour de l'unité, du site et dans son environnement proche.

Une mesure de la situation acoustique est effectuée autour de l'installation pilote dans un délai maximal de six mois après la mise en service de l'unité pilote de co-méthanisation, puis une fois par an.

Ces différentes mesures sont réalisées par un organisme agréé et communiquées à l'inspection des installations classées.

#### **Article 10 : Responsabilité de l'exploitant**

L'exploitant est responsable de l'application des prescriptions du présent arrêté. Il peut en confier l'exécution à un délégataire, au sens du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> du livre IV de la première partie du code général des collectivités territoriales, pour ce qui concerne l'exploitation des ouvrages, en dehors de toutes mesures exceptionnelles ordonnées par le préfet. Auquel cas, il informe l'inspection des installations classées et la police de l'eau du nom du délégataire. Le délégataire désigné par l'exploitant est l'entreprise :

CMI Proserpol – appellation commerciale JOHN COCKERILL  
Les Miroirs, 38 boulevard Paul Cézanne  
78286 Guyancourt

#### **Article 11 : Affichage et caducité**

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence, de façon visible, à l'intérieur du site. Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Valenton, où toute personne intéressée pourra le consulter.

L'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans, à compter du jour de la notification du présent arrêté, sauf cas prévus à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

#### **Article 12 : Surveillance et sanctions**

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

### **Article 13 : Délais et voies de recours**

La présente décision, en application de l'article R.181-50, est soumise à un contentieux de pleine juridiction et peut être déférée au Tribunal administratif de Melun :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 14 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, le Maire de Valenton et la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société SIAAP Seine amont, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne et mis en ligne sur le site internet national des installations classées.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Sous-préfet de Nogent-sur-Marne



Bachir BAKHTI